

L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2015 Le moral retombe mais les fondamentaux résistent

La consolidation de l'économie de la Nouvelle-Calédonie amorcée en 2014 ne s'est pas confirmée en 2015. Si les principaux indicateurs économiques se maintiennent, les entrepreneurs calédoniens considèrent que la conjoncture s'est fortement dégradée et se disent très nettement moins confiants sur leur courant d'affaires. Dans ce contexte conjoncturel morose, le marché du travail se détériore de nouveau, marqué par une progression continue de la demande d'emploi, face à une offre atone. Néanmoins la consommation des ménages, bien que mitigée, se maintient. L'investissement reste soutenu, malgré la forte dégradation des prévisions d'investissement des entrepreneurs au second semestre. Les échanges commerciaux avec l'extérieur se replient en valeur, essentiellement en raison du repli des prix des principaux produits échangés.

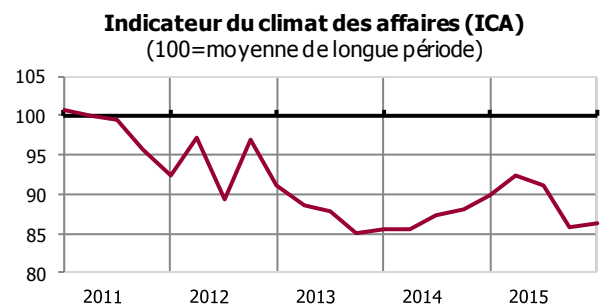
Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Les opérateurs du nickel pâtissent de la détérioration des cours mondiaux, qui touche durablement la valorisation de leurs exportations et les pousse à différer leurs investissements. Le secteur primaire présente un bilan mitigé suite à une nouvelle année de sécheresse. En revanche, malgré le ralentissement de la commande publique, l'activité dans le secteur BTP est restée globalement bien orientée, portée notamment par la construction privée. Enfin, la fréquentation touristique progresse significativement, rompant avec plusieurs années de ralentissement.

Dans ce contexte économique en perte de vitesse, l'activité bancaire est restée dans l'ensemble dynamique. L'encours brut des crédits octroyés aux agents économiques progresse significativement, de même que la collecte de dépôts. Les performances des établissements de crédit locaux restent favorables, malgré une légère dégradation de la qualité de leur portefeuille de crédit.

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MOINS FAVORABLE

La confiance s'affaïsse

Alors qu'il s'était redressé tout au long de 2014, l'indicateur du climat des affaires (ICA) retombe en 2015. Il termine l'année à 86,3, largement en deçà de sa moyenne de longue période. Le repli de l'opinion des entrepreneurs dès le deuxième trimestre découle d'anticipations défavorables concernant leur activité et leurs investissements, fortement influencées par le conflit des rouleurs. Malgré cela, leur constat sur leur activité au cours des trimestres écoulés et les conditions d'exercice associées est resté favorablement orienté sur l'année, hormis au troisième trimestre.

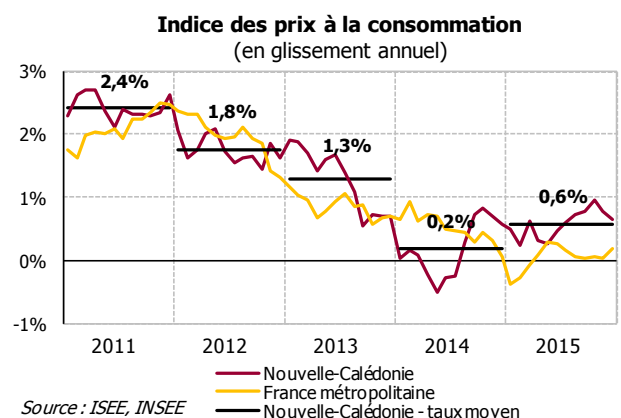


Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

L'inflation reste faible

L'inflation reste contenue en 2015, l'indice des prix progressant de 0,6 % en moyenne annuelle (+0,3 % hors tabac). Cette hausse est légèrement plus prononcée qu'en 2014 (+0,2 %), et supérieure à celle observée en France métropolitaine (0,0 %).

La baisse des prix de l'énergie modère la progression de l'indice global, notamment au premier semestre. Au second semestre, la hausse des prix est tirée par celle des prix des services et des aliments, ainsi que par la hausse officielle de 30 % des prix du tabac, entrée en vigueur fin septembre.



Source : ISEE, INSEE

— Nouvelle-Calédonie
— France métropolitaine
— Nouvelle-Calédonie - taux moyen

La consommation des ménages se stabilise

Après un léger raffermissement en 2014, la consommation des ménages est plus mitigée en 2015. La confiance des commerçants, qui s'était progressivement reconstituée, s'effondre suite aux blocages du mois d'août. Les entrepreneurs du secteur font état d'un recul de leur volume d'affaire au second semestre, qui s'accompagne d'une baisse des prix pratiqués. Pourtant, au niveau macroéconomique, les importations de produits alimentaires sont restées soutenues tout au long de l'année, progressant en valeur (+5,8 %) comme en volume (+2,7 %). Parallèlement, les importations de biens de consommation courante diminuent légèrement (-1,0 %), la progression des biens d'habillement (+4,2 %) ne suffisant pas à compenser la baisse des entrées de biens d'ameublement (-4,1 %). La légère progression des importations de véhicules de tourisme (+1,2 %) ne se retrouve pas dans les immatriculations, qui baissent de 6,2 % et s'établissent ainsi à leur plus bas niveau depuis quinze ans. Ces évolutions s'accompagnent d'un recul de la production de crédits-bails et de crédits de trésorerie aux ménages (-1,5 % et -2,5 % respectivement).

La situation financière des ménages reste globalement saine. Les découverts auprès des établissements financiers et les incidents de paiement sur chèques baissent respectivement de 18,0 % et 1,0 %, tandis que le nombre de personnes physiques interdites bancaires et les retraits de cartes bancaires sont stables sur un an (+0,6 % et -0,2 %).

L'investissement reste relativement soutenu

Après un premier semestre encore bien orienté, les intentions d'investir des entrepreneurs interrogés par l'IEOM se dégradent brutalement au second semestre, reflétant un pessimisme prononcé. Elles chutent notamment dans les secteurs à forte intensité en capital (BTP et secteur du nickel), en lien avec les reports d'investissements conséquents annoncés par les opérateurs métallurgiques.

Les importations de biens d'équipement continuent cependant à progresser (+8,7 % par rapport à 2014), et les encours de crédits à l'investissement des entreprises se maintiennent (+0,2 % sur un an à fin décembre). Le marché de l'automobile utilitaire reste défavorablement orienté : les importations de véhicules professionnels se replient (-22,1 %, après +48,7 % en 2014) et s'accompagnent d'une baisse des immatriculations (-14,1 %), à leur plus faible niveau depuis dix ans.

Le secteur de la construction est toujours soutenu par le dispositif local de défiscalisation des logements intermédiaires (+7,0 % pour les encours des crédits à l'habitat, à destination des ménages majoritairement). La commande publique est, elle aussi, restée dynamique, avec la fin des travaux et l'équipement des locaux du Médipôle. Les crédits d'investissement destinés aux collectivités locales continuent à progresser (+11,6 % sur un an fin décembre 2015, après +29,6 % l'année précédente).

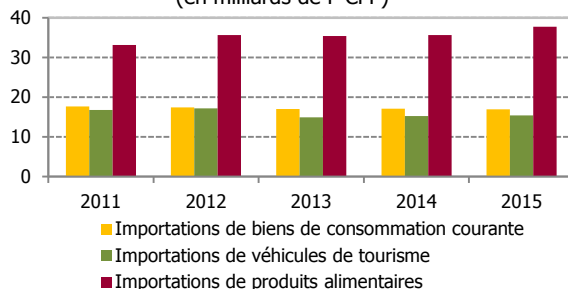
Le marché de l'emploi se dégrade

Après la légère amélioration intervenue fin 2014, la situation du marché du travail redevient préoccupante, confirmant la détérioration de l'opinion des entrepreneurs interrogés par l'IEOM sur l'évolution de leurs effectifs.

Le nombre d'entreprises employeuses est en baisse (-3,9 %, soit -250 entités), et s'accompagne pour la première fois d'une destruction nette d'emplois salariés (-1,3 % à fin décembre, soit 800 salariés de moins sur un an). A contrario, le nombre de travailleurs indépendants augmente : le nombre d'entreprises non-employeuses enregistrées sur le statut juridique de « personne physique » progresse de 4,2 %, ce qui représente 950 personnes supplémentaires.

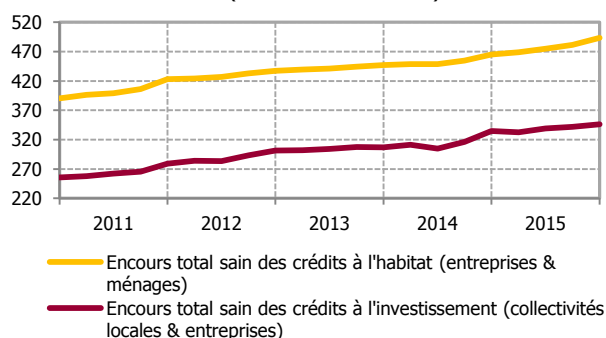
En diminution de 14,2 %, le nombre de nouvelles offres d'emploi déposées au cours de l'année atteint son plus bas niveau depuis dix ans. Parallèlement, la demande d'emploi (CVS) progresse à nouveau de manière continue à partir du deuxième trimestre. Sur un an, elle augmente ainsi de 8,9 % (soit 523 demandeurs d'emplois supplémentaires), un rythme plus rapide qu'en 2014 (+7,1 %). La progression du nombre de chômeurs indemnisés ralentit (+2,1 %, après +5,5 %), mais le nombre de demandeurs d'emploi concernés reste élevé (2 300 bénéficiaires en moyenne).

Importations de biens à destination des ménages
(en milliards de F CFP)



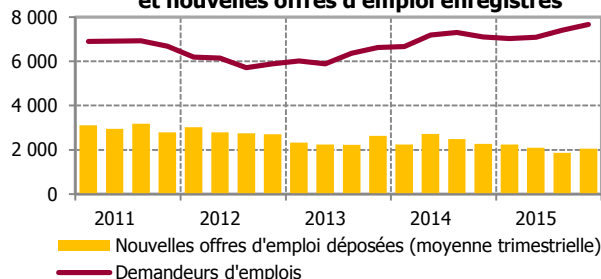
Source: Douanes

Encours des crédits à l'habitat et à l'investissement
(en milliards de F CFP)



Source: IEOM

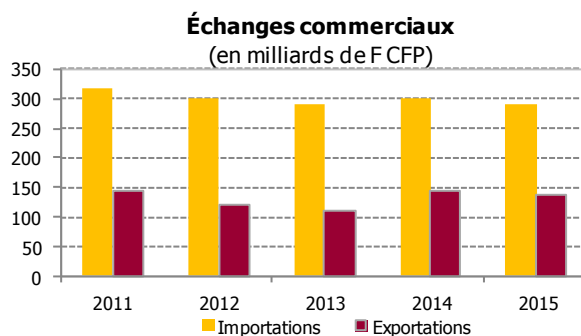
Nombre de demandeurs d'emploi et nouvelles offres d'emploi enregistrés



Sources : IDC-NC, désaisonnalisée par l'IEOM

Léger repli des échanges extérieurs

Les échanges commerciaux avec l'extérieur diminuent légèrement en 2015. Les importations sont en baisse de 2,5 % (-7,6 milliards de F CFP), conséquence de la baisse des cours du pétrole. Parallèlement, les exportations se replient de 5,2 % en valeur, reflétant pour partie le moindre dynamisme de l'économie. Cette baisse de 6,0 milliards de F CFP s'explique essentiellement par la moindre valorisation du minerai expédié (-5,1 %), des produits métallurgiques (-7,3 %) et, avec un impact marginal, des produits de la mer (-15,0 %), ces derniers se contractant aussi en volume. Le déficit commercial se réduit de 1,0 % en 2015, pour s'établir à 153,3 milliards de F CFP. Le taux de couverture s'établit à 47,4 % (-0,8 point).



Source: Douanes

DES ÉVOLUTIONS SECTORIELLES CONTRASTÉES

Recul de la production dans le secteur primaire

En 2015, les abattages de bovins reculent de 5,6 %. Bien que toujours intense, la sécheresse de 2015 n'a pas conduit à anticiper les abattages dans les mêmes proportions qu'en 2014. Concernant la filière porcine, les abattages reculent de 6,0 % sur l'année, suite à une baisse sensible du nombre de naissances et des problèmes relatifs à la qualité des aliments. La production de crevettes recule fortement (-25,9 %); du fait d'une pénurie de post-larves en sortie d'écloserie, entraînant une diminution sensible des exportations de crevettes (-30,9 % en volume, et -27,1 % en valeur). En revanche, la pêche palangrière se renforce en volume, avec une hausse de 2,1 % du tonnage pêché. Les exportations de thon (principale ressource) progressent (+22,0 % en volume, et +46,0 % en valeur).

L'activité minière et métallurgique pâtit de la détérioration des cours

L'offre excédentaire qui persiste dans le marché mondial du nickel se traduit par une détérioration durable des prix ; le cours du nickel au LME passe ainsi sous le seuil de 4 US \$/lb en fin d'année. Cet excédent d'offre découle de la mise en production de nouvelles installations à Madagascar, au Brésil et en Nouvelle-Calédonie, concomitante à l'accroissement des volumes produits par la Chine d'une fonte de nickel de plus en plus concurrentielle. Dans ce contexte de capacités de production accrues, les stocks au LME s'établissent à 441 milliers de tonnes à fin décembre 2015.

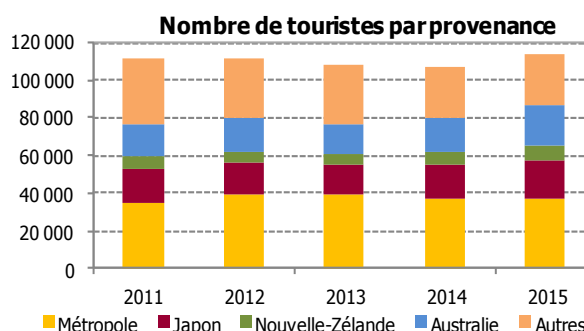
Portée par la poursuite de la montée en charge des nouvelles usines (en particulier l'Usine du Sud), la production métallurgique croît en 2015 (+13,6 % en tonnes de nickel contenu, après +19,6 % en 2014). Ceci résulte de la forte progression de la production de NiO (+185,7 %) et de carbonate de cobalt (+260,3 %) ainsi que de la hausse modérée de celle de ferronickels (+3,3 %), qui contrebalance le recul de la production de mattes et de NHC (respectivement -18,0 % et -22,3 %). Destinée aux usines locales (61,0 %) et à l'exportation (39,0 %), l'extraction de minerai de nickel progresse de 9,0 % en volume. Alors qu'en valeur, les exportations de minerai de nickel et de produits métallurgiques reculent respectivement de 5,1 % et 7,3 % (9,9 % hors cobalt). Cette détérioration de la valorisation des exportations pénalise durablement les comptes d'exploitation des opérateurs du secteur.

Volume d'activité satisfaisant dans le BTP

Les entrepreneurs du secteur BTP interrogés par l'IEOM font état d'un volume d'activité globalement mieux orienté qu'en 2014, et d'un assainissement de leur trésorerie, alors que les délais de paiement se raccourcissent. Dans le détail, le segment de la construction privée bénéficie d'un courant d'affaires favorable, malgré une légère inertie en début d'année liée aux incertitudes sur la prolongation du dispositif local de défiscalisation du logement intermédiaire. La construction publique bénéficie encore en 2015 de certains projets conséquents (derniers travaux sur le chantier du Médipôle, aménagements en zone VKP, etc.). Toutefois, la situation se dégrade à nouveau rapidement en fin d'année selon les entrepreneurs du secteur, qui témoignent d'un pessimisme marqué pour les mois à venir, illustré par une forte chute de leurs prévisions d'investissement et d'activité.

La fréquentation touristique rebondit

Atteignant 114 000 touristes, la fréquentation touristique rebondit en 2015 (+6,3 %, soit 6 800 touristes supplémentaires). La signature récente de « contrats de destination » a favorablement soutenu le nombre de visiteurs en provenance d'Australie (+15,8 %) et de Nouvelle-Zélande (+25,8 %). Parallèlement, le territoire a accueilli 440 000 croisiéristes en 2015. Le tourisme de croisière poursuit ainsi son essor (+4,7 % en 2015, après +9,3 % l'année précédente), porté par l'arrivée de bateaux de croisières de courte durée en provenance d'Australie.



Source: ISEE

L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE RESTE BIEN ORIENTÉE

L'activité bancaire, qui avait fortement ralenti en 2013, se conforte peu à peu. Les principaux indicateurs monétaires progressent, plus rapidement en 2015 qu'au cours de l'année précédente. L'activité financière, modérée au premier semestre, est nettement plus dynamique au second semestre. Si elle s'inscrit ainsi globalement à contre-courant de l'indicateur du climat des affaires, il convient de signaler cependant la stabilisation progressive des crédits d'investissement.

La collecte d'épargne accélère, au bénéfice des supports gérés localement

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques calédoniens progresse de 4,5 % au cours de l'année 2015, pour un encours total de 766 milliards de F CFP. La collecte nette d'épargne s'établit à 33 milliards de F CFP sur l'année, majoritairement au profit des placements locaux. L'encours des placements hors zone d'émission (contrats d'assurance vie essentiellement, mais aussi livrets A) reste stable, à 150 milliards de F CFP (soit 20 % de l'encours de l'épargne collectée localement). Même si les dépôts collectés localement ne couvrent pas les octrois de crédits, le solde emplois-ressources clientèle s'est amélioré. Le déficit recule ainsi de 9,5 milliards de F CFP en 2015 (soit -7,0 %).

Les encours de crédits sont favorablement orientés, portés par le crédit à l'habitat

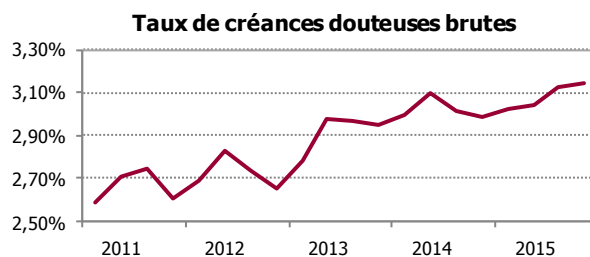
L'encours brut total des crédits consentis à l'économie calédonienne dépasse, depuis fin 2014, le seuil de 1 000 milliards de F CFP. Il progresse de 5,2 %, après +3,4 % en 2014. Les établissements de crédits locaux y contribuent à hauteur de 67,9 %, un chiffre en léger retrait par rapport à fin 2014 (-1,5 point). L'encours sain des crédits aux entreprises accélère (+3,2 %, après +1,1 % l'année précédente), comme celui des crédits aux ménages (+4,9 %, après +2,1 %). En revanche, le taux de croissance de l'encours des crédits aux collectivités locales s'affaiblit, même s'il reste important (+12,1 %, après +27,2 % courant 2014), les travaux du Médipôle s'achevant.

Par type de financement, les crédits à l'habitat et à la construction progressent de 7,0 % (après +4,1 % en 2014), la demande étant soutenue tout au long de l'année par le dispositif de défiscalisation du logement intermédiaire mis en place localement. La progression des crédits d'investissement décélère fortement (+4,6 %, après +9,1 %), en raison de la stabilisation des crédits au bénéfice des entreprises (+0,2 %, après +3,0 % en 2014), les crédits d'investissement des collectivités locales restant bien orientés (+11,6 %, après +29,6 % en 2014, principalement apportés par des établissements installés hors zone d'émission).

La sinistralité progresse, mais reste limitée

La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux se dégrade, avec une hausse sensible de l'encours des créances douteuses brutes déclarées par les établissements de crédit locaux (+8,3 % sur un an). Cette progression, plus rapide que celle de l'encours brut total, induit un relèvement de 0,15 point du taux des créances douteuses, qui reste cependant limité (+0,15 point, à 3,14 % fin décembre 2015).

Le Produit net bancaire (PNB) des établissements de crédit implantés en Nouvelle-Calédonie progresse de 2,2 %, soutenu par la hausse conjointe des intérêts nets et des commissions. Le coefficient d'exploitation des banques calédoniennes se dégrade légèrement, mais reste, à 50,1 %, globalement meilleur qu'au niveau métropolitain. Le coût du risque, en progression, n'a pas permis aux banques locales de traduire dans leur résultat leurs performances en matière de PNB. Le résultat net consolidé des 4 banques locales s'établit ainsi à 8,9 milliards de F CFP, en baisse de 4,7 % par rapport à 2014.



Source : IEOM

FORT ATTENTISME EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2016

La Nouvelle-Calédonie est à nouveau confrontée, depuis mi-2015, à un fort attentisme des entrepreneurs, lié à la crise profonde et durable qui affecte le secteur de la mine et de la métallurgie et se diffuse à l'ensemble des secteurs d'activité. Le regain de confiance affiché avec prudence par les professionnels tout au long de 2014 est ainsi complètement retombé. Par ailleurs, la dégradation progressive des finances publiques, liée à un accroissement des dépenses sociales plus rapide que celui des ressources, limite les possibilités de soutenir par la commande publique l'économie locale. Le poids des questions politiques enfin, qui va être permanent dans la perspective du référendum d'autodétermination à venir, contribue à peser sur le climat des affaires.

Dans ce contexte, la diversification des leviers de croissance et l'amélioration de la compétitivité doivent être activement recherchées pour permettre au territoire de mieux amortir les chocs conjoncturels auxquels il est confronté. Le dynamisme de l'entrepreneuriat calédonien et son important potentiel d'innovation doivent, sous l'impulsion des décideurs locaux, servir au développement de filières disposant d'un potentiel de croissance avéré, telles que l'agriculture (substitution aux importations), le tourisme ou l'économie bleue.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Hervé GONSARD – Responsable de la rédaction : Stéphane BOUVIER-GAZ (p.i.)

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : avril 2016 – Dépôt légal : avril 2016 – ISSN 1968-6277